

# Sri Lanka : situation politique actuelle, surveillance de la diaspora, collecte de fonds à l'étranger pour les victimes de la guerre

Recherche rapide de l'analyse-pays OSAR

Berne, 10 avril 2020

Cette recherche repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

## **Impressum**

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)  
Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Fax 031 370 75 00  
E-mail : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)  
Internet: [www.osar.ch](http://www.osar.ch)  
CCP dons: 10-10000-5

Version disponible en allemand et en français

COPYRIGHT

© 2020 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

# Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction.....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>Situation politique actuelle.....</b>	<b>4</b>
2.1	Tendance à l'autoritarisme et à la militarisation et détérioration de la situation des droits humains.....	4
2.2	Régression dans le traitement des crimes de guerre et des violations des droits humains pendant le conflit.....	5
2.3	Crainte des représentants des autorités d'une reconstitution des LTTE.....	7
2.4	Situation dans le nord et l'est.....	7
<b>3</b>	<b>Surveillance de la diaspora.....</b>	<b>8</b>
<b>4</b>	<b>Menaces pesant à leur retour sur les person-nes ayant mené à l'étranger des activités de collecte d'argent pour victimes de guerre.....</b>	<b>10</b>
<b>5</b>	<b>Sources.....</b>	<b>12</b>

# 1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelle est la situation politique actuelle au Sri Lanka, en particulier dans le nord ?
2. Existe-t-il des informations selon lesquelles les Tamouls exilés à l'étranger sont surveillés par leurs compatriotes ou par des Singhalais-es pro-gouvernementaux et selon lesquelles des informations à leur sujet sont transmises aux autorités locales ?
3. Les ressortissant-e-s sri-lankais-es d'origine tamoule qui collectent de l'argent à l'étranger pour les victimes de la guerre ou celles et ceux restés au pays qui sont soutenu-e-s financièrement depuis l'étranger sont-ils exposés à des risques en cas de retour au Sri Lanka ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

## 2 Situation politique actuelle

### 2.1 Tendances à l'autoritarisme et à la militarisation et détérioration de la situation des droits humains

**Gotabaya Rajapaksa président depuis novembre 2019, retour du clan Rajapaksa.** Depuis les élections de novembre 2019, Gotabaya Rajapaksa est le nouveau président. Il a nommé son frère et ancien président Mahinda Rajapaksa au poste de premier ministre, qui exerce dans cette fonction un pouvoir considérable (CPA, 2020).

**Sous le nouveau président, tendances à l'autoritarisme et à la militarisation.** Dans son résumé de mars 2020 des 100 premiers jours du nouveau gouvernement, le think-tank sri-lankais *Center for Policy Alternatives* (CPA), observe des tendances inquiétantes à l'autoritarisme, à la militarisation et à la sécurisation. Selon le CPA, un nouveau groupe collaborateurs, directement loyaux envers le président, joue un rôle de plus en plus influent dans l'orientation politique du gouvernement actuel (CPA, 2020). Selon les estimations de la *personne de contact A*, *prêtre catholique dans le nord du Sri Lanka*, depuis l'élection présidentielle, le Sri Lanka évolue de plus en plus vers un gouvernement militaire (information de la *personne de contact A* transmise le 20 mars 2020 via une messagerie instantanée).

**État de droit menacé en raison de l'influence croissante de l'exécutif, mesures adoptées contre les opinions dissidentes.** Selon le CPA (2020), le nouveau gouvernement a adopté une ligne agressive en matière de réconciliation et de protection des droits. Le CPA mentionne ainsi des mesures de répression adoptées contre les opinions dissidentes, qui témoi-

gnent d'une résurgence de la dichotomie « patriotes contre traîtres » et d'une nouvelle attaque contre les institutions indépendantes. Le CPA se dit également préoccupé par les efforts fournis par le nouveau gouvernement pour modifier la Constitution, ce qui limiterait le pouvoir judiciaire et les commissions indépendantes ainsi que leur capacité à contrôler l'exécutif. Depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, le CPA dit constater une augmentation des attaques rhétoriques contre les institutions indépendantes et les personnes qui enquêtent sur des crimes financiers ou des violations des droits humains. Les fonctionnaires, les procureurs et le pouvoir judiciaire sont de plus en plus exposés à l'influence du pouvoir exécutif, selon le CPA (2020).

**Sous le nouveau président Rajapaksa : menaces à l'encontre de la personne chargée d'enquêter sur les fonctionnaires du gouvernement.** Selon Human Rights Watch (HRW), en novembre 2019, peu après les élections présidentielles, un enquêteur chargé d'une affaire concernant des officiers de la marine ainsi que d'autres affaires impliquant des fonctionnaires du gouvernement pour des infractions graves présumées a fui le pays à la suite de menaces. D'autres enquêteurs de la police criminelle ont depuis fait l'objet de restrictions de voyage (HRW, février 2020).

**Enlèvement du personnel de l'ambassade de Suisse.** Peu après l'élection de Gotabaya Rajapaksa, une employée de l'ambassade suisse à Colombo a vraisemblablement été enlevée par des inconnus (CPA, 2020 ; OSAR, 2019) et, selon ses propres déclarations, contrainte de divulguer des informations sur la sortie du pays de l'enquêteur susmentionné ainsi que sur d'autres personnes requérantes d'asile se trouvant en Suisse (OSAR, 2019).

**Surveillance accrue de la société civile, menaces à l'encontre des journalistes et des centres de police dans les locaux de médias.** Selon le CPA (2020), ces derniers mois, la surveillance des actrices et acteurs de la société civile a été renforcée : visites régulières dans les bureaux des organisations, demandes officielles de renseignements, dans certains cas de données personnelles d'activistes. Des employé-e-s des médias ont également été interrogés et menacés et les locaux de médias ont été fouillés (CPA, 2020).

**Culture de l'impunité pour les forces de sécurité.** Selon les informations de la *personne de contact A*, une culture de l'impunité pour les forces de sécurité a été mise en place sous le nouveau gouvernement, qui concerne aussi bien les officiers de haut rang que les forces de sécurité de rang inférieur (information de la *personne de contact A* transmise le 20 mars 2020 via une messagerie instantanée).

## 2.2 Régression dans le traitement des crimes de guerre et des violations des droits humains pendant le conflit

**Régression dans le travail de mémoire.** L'année dernière, Rajapaksa a placé au centre de sa campagne électorale le rejet de toutes les accusations de crimes de guerre et d'assassinats politiques à l'encontre du personnel militaire, les qualifiant de politiquement motivées, ainsi que la promesse de mettre fin à la surveillance constante du Conseil des droits de l'homme des Nations unies des mesures adoptées en vue du travail de mémoire (*New York Times*, 2020 ; CPA, 2020). Selon le CPA (2020), cette attitude s'est clairement reflétée dans les premiers mois du mandat de Gotabaya Rajapaksa. Ainsi, selon cette même source, le nouveau gouvernement n'accorde aucune attention aux questions concernant les droits des

groupes ethniques du Sri Lanka et les violations des droits humains commises pendant le conflit. En attestent le retrait officiel du co-parrainage de la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, la déclaration du gouvernement selon laquelle la législation relative au *Bureau des personnes disparues* (*Office for Missing Persons – OMP*) est en cours de révision et la récente déclaration du président selon laquelle toutes les personnes disparues en temps de guerre sont mortes (CPA, 2020).

**Des membres renommés du nouveau gouvernement accusés de crimes de guerre.** Le *New York Times* (2020) rapporte que plusieurs membres du nouveau gouvernement sont accusés de crimes de guerre. Le 14 février 2020, les États-Unis ont imposé une interdiction d'entrée sur leur territoire au chef de l'armée du Sri Lanka, le général Shavendra Silva, en raison de sa participation présumée à des crimes de guerre dans les dernières phases de la guerre civile du pays. Selon *Human Rights Watch* (HRW, février 2020), le Département d'État américain « a reçu des informations crédibles sur son implication dans de graves violations des droits humains, en particulier dans des exécutions extrajudiciaires sous son commandement ». Peu après son élection, Rajapaksa a nommé au poste de secrétaire à la Défense un autre général à la retraite accusé de crimes de guerre, le major général Kamal Gunaratne. Selon le *New York Times* (2020), dans la phase finale de la guerre, le général Silva commandait la 58<sup>e</sup> division de l'armée sri-lankaise, une unité accusée par l'ONU de violations des droits humains à grande échelle. Des milliers de Tamoul-e-s qui se sont rendus à la division de Silva ont disparu sans laisser de traces (New York Times, 2020). Selon HRW (février 2020), parmi les unités de l'armée que l'ONU estime impliquées dans les pires atrocités de la fin de la guerre au Sri Lanka se trouvaient celles commandées par l'actuel chef de l'armée, le général Shavendra Silva, et le ministre de la défense, le général Kamal Gunaratne. Selon les informations fournies par l'*International Truth and Justice Project* (ITJP, 2019), il existe des preuves crédibles permettant d'inculper le nouveau ministre de la défense du Sri Lanka, le major général à la retraite Kamal Gunaratne, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. L'ITJP a compilé un dossier de cent pages sur le ministre de la défense, qui se concentre sur son rôle de commandant de la 53<sup>e</sup> division pendant la guerre et de commandant en charge des personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que sur son rôle de commandant du camp Joseph, un camp militaire qui, après la guerre, aurait selon les rumeurs été le théâtre d'actes de torture. Selon ses propres déclarations, en tant que commandant de la 53<sup>e</sup> division, Gunaratne aurait dirigé en février 2009 l'attaque sur Puthukkudiyiruppu depuis le front sud et aurait reçu des ordres directs du président actuel Gotabaya Rajapaksa. Les forces de Gunaratne ont participé aux attaques contre Puthukkudiyiruppu, Putumattalan et Mullivaikkal, qui faisaient l'objet d'attaques répétées de l'armée sri-lankaise contre des hôpitaux civils, des hôpitaux de fortune et des points de distribution de nourriture. Ces attaques ont entraîné des dizaines de milliers de victimes civiles et la destruction d'installations civiles (ITJP, 2019).

**Sous le nouveau président Rajapaksa, poursuites abandonnées contre des militaires accusés de disparitions.** Le nouveau gouvernement Rajapaksa a clos les procédures judiciaires engagées par le gouvernement précédent contre des officiers de la marine accusés de la disparition et de l'assassinat de onze jeunes hommes à Colombo et dans sa banlieue en 2008 et 2009 (HRW, février 2020).

**Grâce pour l'auteur du massacre de Mirusuvil.** La grâce accordée par le président Gotabaya Rajapaksa au sergent Sunil Rathnayaka, officier de l'armée, en mars 2020, a marqué les esprits : Rathnayaka a été reconnu coupable en 2015, après treize ans de procédure

judiciaire, du meurtre survenu en 2000 de huit Tamoul-e-s déplacé-e-s à l'intérieur du pays. Parmi les victimes se trouvaient trois enfants, dont un enfant de cinq ans portant des traces de torture. Le verdict de culpabilité a été confirmé par la Cour suprême en mai 2019. Gotabaya Rajapaksa avait promis en octobre 2019 d'acquitter les « héros de guerre » accusés « sans raison » et de les libérer de prison. Pour *Amnesty International* (AI), la grâce envoie un message extrêmement inquiétant, car elle indique que les auteurs de crimes horribles appartenant au personnel militaire bénéficieront d'une grâce et d'une mise en liberté, même s'ils ont été condamnés par un tribunal (AI, 2020).

## 2.3 Crainte des représentants des autorités d'une reconstitution des LTTE

**Le nouveau ministre de la défense, M. Gunaratne, affirme que les LTTE se regroupent, avec le soutien de la diaspora tamoule.** Le nouveau ministre de la défense, le major général Kamal Gunaratne, aurait déclaré, selon diverses sources (GoSL, 2019 ; Economynext, 2019), lors d'une réunion à Jaffna en décembre 2019, que les services de renseignement du Sri Lanka joueraient un rôle central pour garder un œil sur les LTTE. Les LTTE tentent de se regrouper, selon le ministre de la défense (GoSL, 2019 ; Economynext, 2019). Selon les informations fournies par le ministre de la défense Gunaratne, cité sur le site web du *ministère de la défense* sri-lankais, la diaspora tamoule tente de relancer les LTTE afin de réaliser ce que les LTTE n'ont pas été en mesure de réaliser par la lutte armée (GoSL, 2020).

**Le ministre de la défense Gunaratne : militaires en état d'alerte et maintien d'une sécurité élevée au dépens de la démocratie et de la réconciliation.** Le site web du *ministère de la défense* sri-lankais cite en outre des déclarations du ministre de la défense Gunaratne, selon lequel la sécurité nationale aurait par le passé été négligée au détriment de la démocratie et de la réconciliation. Le gouvernement actuel, en revanche, aurait créé une nation plus sûre et paisible. Selon ces mêmes déclarations, l'armée serait maintenue en état d'alerte élevé afin d'être en mesure de contrer tout danger de déstabilisation de la sécurité nationale du pays (GoSL, 2020).

**Arrestation de membres présumés des LTTE en décembre 2019 qui auraient tenté de reconstituer les LTTE.** Selon le *Daily Mirror*, quatre Tamouls ont été arrêtés le 8 décembre 2019 par la *Division des enquêtes terroristes* (*Terrorist Investigation Division – TID*), la police chargée de la lutte contre le terrorisme. Il s'agit de quatre anciens cadres des LTTE non réhabilités, accusés par la TID de vouloir reconstituer les LTTE. Les familles de deux de ces quatre personnes ont signalé la disparition de leurs proches avant d'être informées de leur arrestation (*Daily Mirror*, 10 décembre 2019).

## 2.4 Situation dans le nord et l'est

**Forte présence militaire dans le nord et l'est, nombre croissant de checkpoints depuis novembre 2019.** La militarisation s'est considérablement accrue ces derniers mois selon le CPA (2020). Le CPA rapporte ainsi observer, depuis le récent changement de pouvoir, une augmentation du nombre de checkpoints militaires, en particulier dans le nord et l'est. La *personne de contact A* a également déclaré à l'OSAR que le nord et l'est du pays font actuellement l'objet d'une militarisation sous le nouveau gouvernement. Ainsi, des checkpoints ont été à nouveau mis en place, comme ils l'avaient été pendant la guerre civile, et les militaires



procèdent à certains endroits à des contrôles de personnes. Cette présence militaire visiblement accrue suscite de fortes craintes au sein de la population du nord et de l'est (information de la *personne de contact A* transmise le 20 mars 2020 via une messagerie instantanée). La *personne de contact C*, active dans le domaine des droits humains dans le nord du Sri Lanka, a également déclaré que, depuis novembre 2019, davantage de checkpoints qu'auparavant ont été mis en place et sont actifs dans le nord. Selon la *personne de contact C*, il ne s'agit pas seulement de postes de contrôle de la police, mais aussi de ceux de l'armée et de la marine sri-lankaises. A Vavuniya, par exemple, une présence militaire accrue et davantage de checkpoints ont pu être observés (information transmise par e-mail le 23 mars 2020 par la *personne de contact C*).

**Renforcer la surveillance et le contrôle dans le nord.** La *personne de contact B*, active pour l'Église catholique dans le nord du Sri Lanka, a déclaré le 20 mars 2020 à l'OSAR que la surveillance dans le nord était déjà élevée avant l'élection présidentielle de novembre 2019, mais qu'elle avait depuis lors encore augmenté. Par exemple, le bureau d'une activiste des droits humains à Vavunya, qui avait déjà été fouillé en septembre 2019, l'a été à plusieurs reprises après l'élection présidentielle par le *Département des enquêtes criminelles* (CID) et la *Division des enquêtes terroristes* (TID). Cette même source ajoute que l'activiste des droits humains a également été convoquée devant le CID à Colombo. Selon la *personne de contact B*, ces incidents sont actuellement fréquents et de nombreuses personnes ont été convoquées (information transmise le 20 mars 2020 par la *personne de contact B* via une messagerie instantanée). HRW (février 2020) a également signalé que la surveillance et les actes d'intimidation de la part des forces de sécurité au Sri Lanka avaient augmenté de manière significative depuis novembre 2019. Selon la *personne de contact C*, les contrôles et la surveillance ont augmenté depuis novembre 2019. Les contrôles ponctuels dans les autocars sont ainsi plus fréquents. Il existe actuellement au moins six checkpoints permanents sur la route A9 entre Vavuniya et Jaffna. À certains de ces points de contrôle, les passagers doivent descendre des bus et s'enregistrer auprès des forces de sécurité (information transmise par e-mail le 23 mars 2020 par la *personne de contact C*).

**Coronavirus : certains camps militaires apparemment convertis temporairement en centres de quarantaine.** Selon la *personne de contact C*, certains camps militaires ont été convertis en centres de quarantaine pour les personnes présentant des symptômes du coronavirus (information transmise par e-mail le 23 mars 2020 par la *personne de contact C*).

### 3 Surveillance de la diaspora

**Contrôle très actif de la diaspora sous l'ancien gouvernement de Mahinda et Gotabaya Rajapaksa.** L'OSAR (2013) a documenté en détail dans un rapport antérieur les activités de surveillance des autorités sri-lankaises sous l'ancien président Mahinda Rajapaksa et sous le ministre de la défense de l'époque et, depuis novembre 2019, actuel président Gotabaya Rajapaksa. A l'époque, selon ce rapport, les ambassades sri-lankaises et les représentants du gouvernement à l'étranger étaient très actifs dans la surveillance de la diaspora. Les sympathisant-e-s supposé-e-s et les organisations pro-LTTE figuraient au centre de cette surveillance. En Suisse aussi, les événements critiques à l'égard du gouvernement et la diaspora ont fait l'objet d'une surveillance régulière. En outre, à leur retour au pays, les Tamoul-e-s



étaient soumis à des interrogatoires, durant lesquels ils étaient souvent contraints de regarder des photos et vidéos de manifestations politiques en exil et de s'identifier eux-mêmes ainsi que d'autres participant-e-s (OSAR, 2013).

**Poursuites de la surveillance de la diaspora et des réseaux sociaux par les autorités sri-lankaises.** La *personne de contact D*, active au niveau international dans une organisation de la diaspora tamoule, a souligné dans un courriel daté du 6 avril 2020 que les autorités sri-lankaises recueillent systématiquement des informations sur les activités de la diaspora et les surveillent. L'organisation de la diaspora affirme avoir observé ces activités en Grande-Bretagne tout particulièrement. La *personne de contact A* a déclaré le 2 avril 2020 à l'OSAR que les autorités sri-lankaises surveillaient la diaspora. Selon cette même source, il est également possible que des informateurs livrent aux autorités sri-lankaises des informations (information de la *personne de contact A* transmise le 2 avril 2020 via une messagerie instantanée). En février 2020, le *UK Home Office* a signalé, se fondant sur une mission d'enquête menée au Sri Lanka en septembre et octobre 2019, que plusieurs sources avaient indiqué qu'elles savaient ou croyaient que les autorités sri-lankaises surveillaient actuellement la diaspora dans une certaine mesure. Un journaliste interrogé a ainsi déclaré au *UK Home Office* que cette pratique était courante parce que le gouvernement et l'armée craignent un soulèvement au sein de la population tamoule et que, par conséquent, les fonctionnaires sri-lankais se mêlent aux manifestants au Royaume-Uni afin de les surveiller. Un représentant de la communauté de la province du Nord a déclaré que les activistes étaient probablement surveillés et qu'il avait entendu des témoignages de membres de la diaspora victimes d'intimidations à leur retour au Sri Lanka. Selon un journaliste interrogé par le *UK Home Office*, les réseaux sociaux sont également contrôlés par les autorités sri-lankaises (*UK Home Office*, 2020).

**Rassemblements de la diaspora photographiés par le personnel de l'ambassade sri-lankaise ; surveillance et signalement par le personnel de l'ambassade des « activités anti-sri-lankaises » et des activités des LTTE à l'étranger aux services de renseignement, au ministère de la défense et aux autorités compétentes.** Un journaliste interrogé par le *UK Home Office* a eu connaissance que les manifestant-e-s à l'étranger sont photographiés par le personnel de l'ambassade sri-lankaise (*UK Home Office*, 2020). La *personne de contact D* a souligné qu'en décembre 2019, l'ancien attaché de défense sri-lankais qui travaillait à l'ambassade du Sri Lanka au Royaume-Uni a été poursuivi par les autorités britanniques, puis déclaré coupable par un tribunal d'avoir proféré des menaces contre des protestant-e-s Tamoul-e-s qui s'étaient rassemblés en février 2018 devant l'ambassade du Sri Lanka à Londres le jour de l'indépendance du Sri Lanka (information transmise par e-mail le 6 avril 2020 par la *personne de contact D*). Le jugement rendu contre l'attaché de défense a été publié dans le journal sri-lankais *Colombo Telegraph* (décembre 2019). Le verdict cite notamment plusieurs déclarations de témoins et mentionne des photographies, faisant office de preuves, montrant le personnel de l'ambassade en train de photographier des manifestants (*Colombo Telegraph*, décembre 2019). La *personne de contact D* a indiqué que, dans le cadre de la procédure judiciaire, l'ambassade du Sri Lanka avait informé le tribunal au travers de ses avocats qu'il était de la responsabilité de l'attaché de défense d'informer le ministère de la défense sri-lankais et les services de renseignement des activités de la diaspora et de les surveiller (information transmise par e-mail le 6 avril 2020 par la *personne de contact D*). Diverses autres sources (*Colombo Telegraph*, octobre 2019 ; *Morning Star*, 2019 ; *Sri Lanka Letter*, 2019) rapportent elles aussi que l'ambassade sri-lankaise a fourni au tribunal la « job description » de l'attaché de défense. Selon cette description, le brigadier a été officiellement

chargé de « surveiller les activités anti-sri-lankaises en Grande-Bretagne et de les signaler à l'ambassade et aux services de renseignement au Sri Lanka ». L'OSAR a pu inspecter le document par l'intermédiaire de la *personne de contact D*. Une partie de ce document a également été publiée dans le *Sri Lanka Brief* (2019). Selon la « job description », l'attaché de défense sri-lankais doit notamment accomplir les tâches suivantes :

- Signaler les « activités anti-sri-lankaises » en Grande-Bretagne à l'ambassadeur du Sri Lanka, au ministère sri-lankais de la défense, au ministère sri-lankais des affaires étrangères, aux services de renseignement sri-lankais et aux autres autorités compétentes au Sri Lanka.
- Surveiller les activités des LTTE au Royaume-Uni et élaborer des contre-mesures en coordination avec les services de renseignement du Sri Lanka.
- Informer à l'avance l'ambassade du Sri Lanka de toute manifestation antigouvernementale ainsi que planifier et exécuter des stratégies pour y faire face (information transmise par e-mail le 6 avril 2020 par la *personne de contact D* ; *Sri Lanka Letter*, 2019).

**Surveillance par les services de renseignement des liens qu'entretient la diaspora tamoule localement avec le Sri Lanka.** Le ministère australien des affaires étrangères et du commerce (*Department of Foreign Affairs and Trade* – DFAT) a signalé en novembre 2019 que les services de renseignement sri-lankais au Sri Lanka observaient et surveillaient les liens existant au niveau local des groupes étrangers et de la diaspora tamoule.

## 4 Menaces pesant à leur retour sur les personnes ayant mené à l'étranger des activités de collecte d'argent pour victimes de guerre

**Les personnes rentrant au pays sont soumises à des interrogatoires, sont surveillées et éveillent les soupçons des autorités.** Selon les informations divulguées dans une interview le 24 octobre 2019 par la *personne de contact G*, *prêtre catholique dans le nord du Sri Lanka*, les personnes rentrant des pays occidentaux sont dans une situation « plus compliquée » que celles qui reviennent d'Inde ou des Etats du Golfe. Elles sont ainsi, selon cette même source, placées sous surveillance et éveillent la méfiance des forces de sécurité. Les autorités cherchent à déterminer si une personne a entretenu des liens avec les LTTE. La *personne de contact G* indique ensuite que si les soupçons sont confirmés, il en résulte une surveillance accrue. Dans une interview accordée le 18 octobre 2019, la *personne de contact H*, *qui travaille pour une organisation internationale au Sri Lanka*, a déclaré que les personnes qui retournent au Sri Lanka sont systématiquement interrogées à leur arrivée à l'aéroport de Colombo. Ces interrogatoires sont menés tout d'abord par le *Département de l'immigration et de l'émigration* (*Department of Immigration and Emigration*), puis par le *Service de renseignement de l'État* (*State Intelligence Service* – SIS) et le *Département des enquêtes criminelles* (*Criminal Investigation Department* – CID) (entretien du 18 octobre 2019 avec la *personne de contact H* ; entretien du 17 octobre 2019 avec la *personne de contact B*). Selon ces mêmes sources, la durée des interrogatoires varie de quelques heures à plusieurs jours. A un stade ultérieur, une fois terminés les interrogatoires, les personnes rentrées au pays reçoivent la visite de la police sur leur lieu de résidence (tel qu'ils l'ont indiqué), selon la *personne de contact H*, qui indique également que, dans la plupart des cas, il s'agit de la CID.

**Les activités de collecte d'argent à l'étranger probablement considérées comme une tentative de reconstituer les LTTE ; le travail de mémoire perçu comme une question sensible par le gouvernement ; interrogatoires en cas de transferts d'argent à des fins humanitaires ; augmentation des interrogatoires et des actes de harcèlement à l'encontre des proches parents des membres de la diaspora après le changement de gouvernement en novembre 2019.** Selon la *personne de contact A*, il est très probable que les autorités sri-lankaises interprètent les activités de collecte de fonds menées par la diaspora à l'étranger au profit des victimes de la guerre comme une tentative de reconstituer les LTTE. Selon cette même source, le fait que le gouvernement considère le travail de mémoire comme une question sensible joue également un rôle à cet égard. Il est ainsi à supposer que les activités de collecte de fonds pour victimes de la guerre ne plaisent pas au gouvernement, car celui-ci les perçoit, d'une part, comme une critique à l'égard de l'État sri-lankais, qui ne soutiendrait pas assez les victimes du conflit et, d'autre part, comme une accusation selon laquelle des acteurs étatiques auraient commis des crimes de guerre et des violations des droits humains pendant le conflit (information de la *personne de contact A* transmise le 2 avril 2020 via une messagerie instantanée). La *personne de contact D*, active au niveau international dans une organisation de la diaspora tamoule, a elle aussi souligné que le regard porté par les autorités sri-lankaises sur le versement d'argent vers le Sri Lanka depuis l'étranger par un membre de la diaspora était significatif en ce qui concerne les menaces qui pèsent sur cette personne. L'organisation de la *personne de contact D* a connaissance de cas au Royaume-Uni de membres de la diaspora dont les proches au Sri Lanka qui recevaient un soutien financier de l'étranger ont été soumis à des interrogatoires à ce sujet par les autorités sri-lankaises. Selon cette même source, le soutien financier versé aux membres de la diaspora est lié à diverses causes de la population tamoule au Sri Lanka : il sert notamment à financer des enquêtes sur les crimes de guerre, mais aussi à soutenir la population tamoule (raisons humanitaires). Les interrogatoires et les actes de harcèlement à l'encontre des proches des membres de la diaspora ont considérablement augmenté après le changement de gouvernement en novembre (information transmise par e-mail le 6 avril 2020 par la *personne de contact D*).

**Les membres de la diaspora qui envoient de l'argent au Sri Lanka dans le viseur des autorités et sous surveillance, tout comme les bénéficiaires de ces versements.** Selon l'évaluation de la *personne de contact E*, active au Sri Lanka dans le domaine des droits humains, les membres de la diaspora qui envoient de l'argent au Sri Lanka tombent dans le viseur des autorités sri-lankaises et sont placés sous surveillance par celles-ci. Selon la *personne de contact E*, les bénéficiaires peuvent également faire l'objet d'une attention particulière des autorités. Par exemple, au printemps 2020, un groupe de journalistes et de militant-e-s tamoul-e-s a été interrogé par les forces de sécurité sur les fonds qu'ils avaient reçus de groupes de la diaspora à l'étranger (information transmise le 10 avril 2020 via une messagerie instantanée par la *personne de contact E*). La *personne de contact D* a également souligné que les proches parents des membres de la diaspora avaient eux aussi été interrogés sur leur soutien financier aux causes de la population tamoule (information transmise par e-mail le 6 avril 2020 par la *personne de contact D*).

**Cas documentés de personnes enlevées et torturées en 2016 et 2017 : intérêt des autorités pour les personnes de retour de l'étranger, pour le financement étranger des LTTE, pour les versements de fonds à but caritatif par la diaspora, pour les liens avec les LTTE.** Des cas documentés par l'*International Truth and Justice Project (ITJP)* indiquent que les activités de collecte de fonds menées par des membres de la diaspora à l'étranger peuvent

entraîner des risques à leur retour. L'OSAR (2018) s'est penchée dans le détail sur les nombreux cas d'enlèvement et de torture documentés par l'ITJP en 2016 et 2017 pendant le mandat du président de l'époque, Maitripala Sirisena. Les personnes concernées ont été soumises à des actes de torture et à des violences sexuelles massives. Tous les cas documentés concernaient des personnes tamoules. Un nombre important des personnes concernées avaient été enlevées à leur retour de l'étranger puis interrogées par la suite sur leurs activités et sur des Tamouls vivant à l'étranger. Les interrogatoires documentés ont notamment porté sur la reformation des LTTE, sur les « opérations de purge » contre d'anciens membres des LTTE et sur le financement étranger des LTTE. D'une part, les questions se sont concentrées sur une éventuelle reformation des LTTE ainsi que sur un éventuel soutien de l'étranger, financier ou non. En outre, les interrogateurs se sont intéressés aux possibles liens entre la diaspora et les manifestations dans le nord du Sri Lanka. Les interrogatoires se sont penchés également sur le soutien financier de la diaspora à des fins caritatives et laissent transparaître que les forces de sécurité supposaient que ces fonds étaient utilisés pour les LTTE. L'ITJP souligne également que tout lien des personnes concernées avec les LTTE – même s'il ne s'agit que d'une parenté avec des membres des LTTE – pouvait exposer la personne à des risques. Selon les estimations de l'ITJP, il existe de nombreuses preuves indiquant que ces enlèvements et tortures ont été perpétrés par des membres des forces de sécurité de l'État avec l'aide des services de renseignement (OSAR, 2018).

**Sous les précédents gouvernements de Mahinda Rajapaksa et de Gotabaya Rajapaksa, arrestations et tortures documentées à l'encontre de personnes de retour au pays soupçonnées d'avoir collecté des dons à l'étranger pour les LTTE.** Sous le gouvernement du président Mahinda Rajapaksa et du ministre de la défense Gotabaya Rajapaksa, des menaces pesaient sur les personnes de retour au Sri Lanka soupçonnées d'avoir collecté de l'argent pour les LTTE à l'étranger. Le rapport de l'OSAR de 2013, citant entre autres le HCR, souligne que les personnes soupçonnées d'avoir collecté des fonds pour les LTTE sous le gouvernement de Mahinda Rajapaksa étaient exposées à des risques. Les contacts avec les groupes de la diaspora sri-lankaise qui avaient à l'époque collecté des dons pour les LTTE ont également entraîné une mise en danger. En outre, des cas documentés ont été signalés dans lesquels des personnes de retour au pays ont été torturées par les autorités de l'époque et soumises à des interrogatoires concernant des activités de collecte de fonds des LTTE ou pour leur participation à des activités similaires (OSAR, 2013).

## 5 Sources

AI, 2020:

*« Where accountability is so rare for serious human rights violations in Sri Lanka, **the government's arbitrary decision to release Sergeant Rathnayaka sends an extremely worrying message. It means that military perpetrators of horrific crimes, even if convicted through a court of law, will be pardoned and released.** » The pardon comes at a time when there are public calls to ease prison crowding by releasing prisoners held for, amongst others, petty crimes and those who are unable to meet bail conditions, to avoid the spread of COVID-19. Amnesty International is also concerned by any further decisions along the same lines as pledged by President Gotabaya Rajapaksa during his election campaign. Sri Lanka is a party to the International Covenant on Civil Political Rights (ICCPR) and has an obligation to ensure that any person whose rights or freedoms have been violated have an effective remedy (Article 2). « Using the pandemic as an opportunity to release those convicted for heinous crimes is*

reprehensible. Victims have a right to justice, and Sri Lanka has an obligation to ensure that justice is done. **After many long years, the victims of the Mirusuvil massacre from 2000 finally got a semblance of justice in 2015. It is despicable to have that justice reversed through an arbitrary Executive decision,” said Biraj Patnaik.**

#### *Background*

**After more than a decade of long delays and case transfers, in June 2015, the Colombo High Court sentenced army officer Sergeant. Sunil Rathnayaka to death for the murder of eight Tamil Internally Displaced People (IDPs) in December 2000 after a 13-year trial. The victims included three, children amongst who was a five- year-old whose body showed signs of torture. Sergeant Rathnayake, along with four other officers were indicted based on multiple charges, including unlawful assembly with common intention to cause injury and murder. Although Sergeant. Rathnayake was found guilty on 17 counts, the others were cleared of all charges for insufficient evidence to prove guilt beyond reasonable doubt.**

**Sergeant Rathnayaka appealed the conviction, and a five-judge-bench of the Supreme Court of Sri Lanka unanimously affirmed the conviction in May 2019.**

**In October 2019, then Presidential hopeful Gotabaya Rajapaksa pledged that once in power, he would acquit and release ‘war heroes’ being held on ‘baseless’ charges. »**

Quelle: Amnesty International, Justice reversed for victims of the Mirusuvil massacre, Sri Lanka, 26. März 2020: [www.amnesty.org/en/latest/news/2020/03/justice-reversed-for-victims-of-the-mirusuvil-massacre-from-sri-lanka/](http://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/03/justice-reversed-for-victims-of-the-mirusuvil-massacre-from-sri-lanka/).

CPA, 2020:

«Beyond these official statements are **disturbing trends towards authoritarianism, militarization and securitization with a new brand of professionals directly loyal to the President playing an increasingly influential role in the policy direction of the present Government. This is also in a context where an aggressive line is being taken towards reconciliation and rights protection with incidents of cracking down on dissent, reverting back to the patriots vs traitors dichotomy and the initiation of a fresh assault on independent institutions.** (...) A test for the President in the immediate future is whether and how he consolidates his base and delivers on campaign promises. This is also in a context where former **President Mahinda Rajapaksa is Prime Minister and wields considerable power as per the Nineteenth Amendment.** With these two power centres, held by two brothers, developments in the next Parliament will require close attention on whether constitutional reforms will pave the way for consolidation of power with the Executive Presidency, or whether a compromise is reached to keep some provisions of the present framework intact. Notable is the role of Basil Rajapaksa. As the chief mastermind of the emergence of the SLPP as a political force and the 2018 and 2019 election victories, **Basil Rajapaksa is a force to be reckoned with and will likely play a pivotal role in decision making in Sri Lanka.** (...) Despite a decade having passed since the end of the war, **militarization is evident across Sri Lanka with the role of the military expanding into new areas in post war Sri Lanka.** Since the Easter Sunday attacks, the primacy afforded to security, stability and a strong ruler witnessed the military and intelligence receiving prominence and the legislative and policy agenda being informed and influenced by national security considerations. Candidate Gotabaya Rajapaksa and his campaign were able to use this momentum and address the fears of the public, receiving a resounding mandate with his promise to provide stability and security.



*This has witnessed the expansion of a powerful Ministry of Defence with an unprecedented number of former military officials receiving promotions and appointments to key positions in government, despite some facing allegations of past abuses. (...) The intention to strengthen the defence and intelligence arm is also evident with proposals of future legislation including in the area of intelligence and counter-terror. These would require careful scrutiny when made public to ensure there is oversight and safeguards. In the last few months, militarization has amplified to new and different levels. In addition to the high number of former military personnel appointed to key positions in government, there has been an increase in check points especially in the North and East and more recently with military police brought into reduce traffic congestion. There is also the rising prominence of those who have been personally loyal to President Rajapaksa, for instance the promotion of Lt. General Shavendra Silva to Acting Chief of Defence and the vociferous defence of him when he was designated by the United States of America. (...)*

*One of the key themes of the SLPP election campaign was an opposition to the political processes associated with human rights and reconciliation in Sri Lanka and this has been reflected during their time in government. The official withdrawal from cosponsoring the United Nations Human Rights Council (UNHRC) Resolution, the Government's declaration that legislation providing for the Office of Missing Persons (OMP) will be reviewed, and the President's statement declaring that all wartime missing persons are dead, all point to a lack of regard for Sri Lanka's ethnic question and legacy of past abuses.*

*(...) Human rights in general have come under increased scrutiny and threat. Recent months have witnessed an increase in surveillance of civil society with regular visits to offices and requests for information including in some instances personal information of activists. Signs of restricting activities linked with human rights and reconciliation were evident when the Additional District Secretary of Mullaitivu District issued a letter on 26th February 2020 requesting that local and international organisations minimise 'soft skilled programmes', a reminder of pre 2015 attempts by the then Government to restrict the work on issues deemed sensitive. Protection concerns have also been raised including the alleged abduction of the employee of the Embassy of Switzerland and the subsequent attacks she faced in the media. Some journalists and media organisations have also come under scrutiny with journalists questioned and threatened and media houses searched. Restrictions on freedom of assembly were also seen with the Government designating an area for protests in the heart of Colombo.<sup>28</sup> With the NGO Secretariat coming under the purview of the Ministry of Defence and the prospect of future legislation and regulations to restrict civil society and media, credible fears remain as regards the civic space in Sri Lanka. New threats to freedom of religion have also arisen following Prime Minister Mahinda Rajapaksa's statements regarding a possible revival of the anti-conversion bill. These developments are reminiscent of Sri Lanka's past and now initiated by a popular President in the guise of national security and discipline. (...)*

*The 100+ days of this Government raises concerns with some key reforms introduced since 2015 to provide for the rule of law and human rights protection. With the possibility of amending the Nineteenth Amendment to the Constitution, fears are of the return to politicised and weak institutions and processes. These will directly impact key institutions such as the judiciary, independent commissions and others who have played a critical role in being an effective check on the Executive. In such a context, cases already before court will continue to face numerous delays whilst other cases might fall by the wayside whilst justice remains elusive. Since taking office, there has been an increase in the rhetorical*

*attacks on independent institutions and individuals who took the lead and were involved in investigations into financial crimes and human rights violations. Public criticism on investigators linked to key cases commenced soon after the Presidential elections, with some senior officials facing demotions, transfers and attacks in the media. Such trends do not bode well for other officials including those prosecuting and, in the judiciary, and it is likely the vilification will continue and possibly increasing in the lead up to Parliamentary Elections and beyond. (...) Further, worrying signs of interference and undermining of the judiciary were evident in the first few months of Government. In January the President appointed a Commission of Inquiry (COI) into 'political victimization' in terms of past investigations and inquiries and later expanded its mandate. Soon after the COI issued instructions to the Attorney General to stop proceedings with the Attorney General refusing to abide by such instructions.» Quelle: Center for Policy Alternatives (CPA), Sri Lanka's Recent Political Challenges & Prospects for the Future, März 2020, S. 2, 4, 7-10: [www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2020/03/Commentary-Sri-Lanka%E2%80%99s-Recent-Political-Challenges-Prospects-for-the-Future.pdf](http://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2020/03/Commentary-Sri-Lanka%E2%80%99s-Recent-Political-Challenges-Prospects-for-the-Future.pdf).*

Colombo Telegraph, Dezember 2019:

*«Former Sri Lankan Defence Attaché Brigadier Priyanka Fernando has been convicted for threatening Tamils under the section 4 A of Public Order Act by Westminster Magistrate Courts a short while ago.(...) 2. On 4th February 2018 there was a demonstration by Tamil sympathisers who were protesting on Sri Lanka's National Day outside the High Commission near Hyde Park. It was a peaceful demonstration but involved flag waving and chanting. There were about five or six police there initially and about 50 or 60 protesters. At one point the police moved the protesters as they were blocking the road. The police did not need to make any arrests at any point.*

*3. During this demonstration, Brigadier Fernando, in uniform, was outside the High Commission when he made three cut-throat gestures by drawing his fingers across his throat. This action is clearly shown on the video and still photographs which have been exhibited. (...) He said that the Brigadier was observing them for a long time. He took photographs of the protest. One of the exhibits shows the Brigadier taking a selfie with the protestors in the background. When the defendant made the gestures, Mr Sathanathan thought they were focused on him. The effect on Mr Sathanathan was that he thought the Brigadier was conveying to him that he would kill him by cutting his throat. He was frightened.(...) He did not know the officer but knew that he was an army officer and found out his name later. He noticed the Brigadier and another man in a white shirt taking photographs. Mr Perera said that he still felt frightened when remembering the incident because the Brigadier took his photograph and he believed he could be killed by him. He believed the Brigadier could do anything because he has spies here. » Quelle: Colombo Telegraph, Defence Attaché Brigadier Priyanka Fernando Convicted – Full Text Of The Judgment, 6. Dezember 2019: [www.colombotelegraph.com/index.php/defence-attache-brigadier-priyanka-fernando-convicted-full-text-of-the-judgment/](http://www.colombotelegraph.com/index.php/defence-attache-brigadier-priyanka-fernando-convicted-full-text-of-the-judgment/).*

Colombo Telegraph, Oktober 2019:

*«On 1st February 2019, at Westminster Magistrates Court, before the Chief Magistrate Emma Arbuthnot, Counsel for Brigadier Fernando argued that the Brigadier's actions were covered by indefinite immunity as they were within his official duties to monitor any anti-Sri Lankan*



activities or LTTE activities and report them to the Sri Lankan High Commission and to prepare appropriate strategies to safeguard the High Commission. **In support, the Defence relied on a “Job Description Document” issued by the Sri Lankan High Commission to Brigadier Fernando which provides that the Brigadier was officially authorized by the Sri Lankan Government to “Monitor any anti-Sri Lankan activities in the UK and report to the High Commissioner and through her to the Intelligent Agencies in Sri Lanka”.**» Quelle: Colombo Telegraph, Brigadier Priyanka Fernando To Face A Fresh Retrial On Friday: ICPPG, 17. Oktober 2019: [www.colombotelegraph.com/index.php/brigadier-priyanka-fernando-to-face-a-fresh-retrial-on-friday-icppg/](http://www.colombotelegraph.com/index.php/brigadier-priyanka-fernando-to-face-a-fresh-retrial-on-friday-icppg/).

Daily Mirror Online, 2019:

**«Terrorist Investigation Division (TID) said that four non-rehabilitated LTTE cadres have been taken into custody in the Muthur and Sampur areas on Sunday when they were engaged in rejuvenating LTTE.** They had been identified as the residents of Kattapari-chchan South, Mahalchena and Ralkuli areas that belonged to Muthur and Sampur police divisions and the two motorcycles that were in their possession were also taken into custody. Having questioned from them, one T56 rifle, two magazines, 61 live cartridges, one claymore mine, three live grenades, three detonators and 31 live ammunition used for 9 mm. pistols had been recovered. Four suspects had been taken to Colombo Terrorist Investigation Division for further questioning. They had been arrested due to the information received by the Government Intelligence Service.» Quelle: Daily Mirror Online, Four persons who tried to rejuvenate LTTE arrested, 10. Dezember 2019: [www.dailymirror.lk/breaking\\_news/Four-persons-who-tried-to-rejuvenate-LTTE-arrested/108-179360](http://www.dailymirror.lk/breaking_news/Four-persons-who-tried-to-rejuvenate-LTTE-arrested/108-179360).

DFAT, 2019:

**«Members of the Tamil community claim that authorities continue to monitor public gatherings and protests in the north and east, and practise targeted surveillance and questioning of individuals and groups. Security forces are most likely to monitor people associated with politically-sensitive issues related to the war, including missing persons, land release and memorial events. (...) Communities in the north and east report that monitoring is undertaken by military intelligence and the Police Criminal Investigation Department, though in many cases officers dress in plain clothes and do not identify themselves. According to local sources, those participating in public gatherings and protests are often photographed. In the east, local informants within the community (including neighbours and business owners) reportedly undertake monitoring on behalf of the authorities. Intelligence agencies also monitor links to foreign groups, including some in the Tamil diaspora.(...) Local sources told DFAT that participants in politically-sensitive protests in the north, particularly in relation to missing persons and land returns, are monitored and sometimes questioned by the authorities.»** Source: Australian Government – Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), DFAT Country Information Report Sri Lanka, 4. November 2019, S. 24-25, 42: [www.ecoi.net/en/file/local/2019380/country-information-report-sri-lanka.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2019380/country-information-report-sri-lanka.pdf).

Economynext, 2019:

**«On his first visit to Jaffna as Defence Ministry Secretary, Maj Gen (Rtd) Kamal Gunaratne said the country’s intelligence agencies have a vital role to play in keeping tabs on the**

**LTTE which he said is attempting to re-emerge.**» Quelle: Economynext, Intelligence plays vital role in monitoring LTTE remnants, extremist groups – Def Secy, 13. Dezember 2019: <https://economynext.com/intelligence-plays-vital-role-in-monitoring-ltte-remnants-extremist-groups-def-secy-47281/>.

GoSL, 2019:

**«While the LTTE is attempting to re-emerge and an extremist group of misled youth, who has misinterpreted their religion, are trying to destabilize peaceful situation in the country, the intelligence agencies have a vital role to play to keep a tab on those disturbing elements to protect the country, Defence Secretary Maj. Gen (Retd) Kamal Gunaratne said.**» Quelle: Government of Sri Lanka (GoSL), Ministry of Defence, Intelligence services play a major role in controlling terrorism and extremism - Defence Secretary, 12. Dezember 2019: [www.defence.lk/Article/view\\_article/771](http://www.defence.lk/Article/view_article/771).

GoSL, 2020:

**«Defence Secretary Maj. Gen. (Retd) Kamal Gunaratne said today (13) that national security was neglected at the expense of democracy and reconciliation during the past but the present government had created a secure and peaceful nation. (...) Addressing the officers and other ranks during his maiden visit to the Sri Lanka Air Force (SLAF) Headquarters, today, he said the military was kept on high alert to face any threat to destabilize the country's national security.**

**“Tamil diaspora is trying their best to revive the LTTE to achieve what the LTTE could not achieve through the arms struggle by lobbying against the government with the support of the international community. But all those attempts were futile,” he said.** Quelle: Government of Sri Lanka (GoSL), Ministry of Defence , National security was neglected due to negligence and ignorance - Defence Secretary, 13. Januar 2020: [www.defence.lk/Article/view\\_article/822](http://www.defence.lk/Article/view_article/822).

HRW, Februar 2020:

**«Sri Lankan security forces and intelligence agencies have intensified surveillance and threats against families of victims of enforced disappearance and activists supporting them since Gotabaya Rajapaksa became president in November 2019, Human Rights Watch said today. The Sri Lankan government should fulfill its commitments to the United Nations Human Rights Council to strengthen efforts to locate the “disappeared” and bring those responsible to justice.**

**Activists working in six locations in the northern and eastern parts of the country on behalf of relatives of the forcibly disappeared told Human Rights Watch that there has been a significant increase in government surveillance and intimidation. One activist said that prior to a recent victims’ meeting, “every one of the mothers got at least six telephone calls from different intelligence agencies asking, ‘Where is the meeting?’ ‘Who is organizing the meeting?’ ‘What is being said?’” Another activist said, “We can’t do any visible programs.... We’ve stopped everything.”**

**“The families of Sri Lanka’s ‘disappeared’ have spent years waiting for answers, but with the Rajapaksas back in power, security forces are threatening them to drop their**

**demands for truth and accountability,” said Meenakshi Ganguly, South Asia director. “The government needs to stop the harassment immediately and abide by Sri Lanka’s pledges to the UN to uncover the fate of the ‘disappeared’ and provide justice to victims’ families.”**

*Thousands of people, primarily ethnic Tamils, are believed to have been forcibly disappeared in state custody between 2005 and 2015, when the current president was defense secretary and his brother, current Prime Minister Mahinda Rajapaksa, was president. President Rajapaksa has resisted demands for justice, including past Sri Lankan commitments to the UN Human Rights Council, and said at a recent meeting with the UN that the “missing persons are actually dead.” (...) During the bloody civil war, from 1983 to 2009, between the Sri Lankan government and the separatist Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), both sides committed numerous abuses, including enforced disappearances. UN reports found credible allegations of enforced disappearances by government forces of captured LTTE fighters and Tamil civilians during the final months of the war in 2009. **Among the army units the UN implicated in the worst atrocities at the war’s end were those commanded by the current army chief, Gen. Shavendra Silva, and the defense secretary, Gen. Kamal Gunaratne. On February 14, 2020, the United States State Department designated Silva and his immediate family members ineligible for entry into the US “due to credible information of his involvement, through command responsibility, in gross violations of human rights, namely extrajudicial killings.”***

***The new Rajapaksa administration has halted legal proceedings initiated by the previous government against navy officers accused of the enforced disappearance and alleged killing of 11 young men in Colombo and its suburbs in 2008 and 2009. In November 2019, following the presidential election, a government investigator looking into this and other cases of alleged serious rights violations implicating government officials fled the country following threats. Other criminal investigators have since been put under travel restrictions. A member of the advocacy group Mothers of the Disappeared whose son was forcibly disappeared in 2009 told Human Rights Watch that since the presidential election she has been repeatedly visited by members of the police Criminal Investigation Department (CID). (...)***

*“They have come and asked who is going to meetings,” she said. “And who is going to Geneva [to attend the UN Human Rights Council]. These are children who were taken by white vans from our houses or who surrendered [to the army]. These are the children we are talking about. I want to know what happened to my son – whether he is dead or alive, and if he is not alive, what happened to him and who did it; whether he was beaten, whether they broke a limb.”*

***A person who works closely with the families of the disappeared said that under the relatively open environment of the previous government, many relatives of the disappeared had chosen to speak out about their cases. “Now they [the security forces] know who talked about their crimes, so the victims have fears about their safety,” he said.”***

Quelle: Human Rights Watch, Sri Lanka: Families of ‘Disappeared’ Threatened, 16. Februar 2020: [www.hrw.org/news/2020/02/16/sri-lanka-families-disappeared-threatened](http://www.hrw.org/news/2020/02/16/sri-lanka-families-disappeared-threatened).

ITJP, 2019:

**«There is compelling evidence to charge Sri Lanka's newly appointed secretary of defence, retired Major General Kamal Gunaratne, with war crimes and crimes against humanity. Here is a 100-page dossier on the secretary of defence, focusing on his role as the 53 Division commander in the war and the Competent Authority for IDPs and commander of Joseph camp, an army camp notorious for torture after the war.**

**As 53 Division commander, Gunaratne led the assault from the southern front on Puthukkudiyiruppu in February 2009, according to his own account, directly receiving orders from the the man who is now President, Gotabaya Rajapaksa. Gunaratne's forces were then part of the assaults on Puthukkudiyiruppu, Putumattalan and Mullivaikkal, which involved repeated attacks on civilian hospitals, makeshift hospitals and food distribution points, resulting in tens of thousands of civilian casualties and the destruction of civilian objects.»** Quelle: International Truth and Justice Project (ITJP), PRESS RELEASE: New Dossier released on alleged war crimes by Sri Lanka's new secretary of defence, 10. Dezember 2019: <https://itjpsl.com/assets/press/final-KG-dossier-press-release-2019-final.pdf>.

Morning Star, 2019:

**«The court heard for the first time today that Mr Fernando was operating under a 10-part job description, which included safeguarding “the High Commission premises during any protests.” Mr Wayne argued that the slit-throat gestures fitted with his client's job description, a claim that failed to convince chief magistrate Emma Arbuthnot. The judge noted that the job description required Mr Fernando to “strictly adhere” to “personal behaviour and professional standards.” In her findings, the judge said “it was not part of his job description to draw his fingers across his throat on the three occasions he is said to have done that, and therefore he is not covered by the Vienna Convention.”(…) The court previously heard testimony from the Tamil complainants who said Sri Lankan diplomats repeatedly threatened and harassed them in London. Their claims are strengthened by point one of Mr Fernando's job description, which tasked him with “monitoring any anti-Sri Lanka activities in the UK and reporting to ... Intelligent [sic] agencies in Sri Lanka.”»** Quelle: Morning Star, 'Death threats were part of Sri Lankan diplomat's job description,' court told, 1. März 2019: <https://morningstaronline.co.uk/article/b/death-threats-were-part-sri-lankan-diplomat-job-description-court-told>.

New York Times, 2020:

**«The sanctions are the first international action against Sri Lanka stemming from its brutal civil war. Several members of the new government are also accused of wartime abuses. The United States has imposed an entry bar on Sri Lanka's army chief, Lt. Gen. Shavendra Silva, citing his alleged involvement in war crimes during the final stages of the country's civil war. The travel restriction on the general is the first significant international penalty to be imposed on a Sri Lankan official over atrocities committed during the country's 26-year civil war with Tamil Tiger militants, which ground to a halt in 2009. The United Nations estimates that up to 40,000 Tamil civilians died in those final stages, many in extrajudicial killings, accusations the Sri Lankan government has denied. The move was a rebuke to a Sri Lankan government that is stacked with officials accused of rights abuses during the civil war — including Gotabaya Rajapaksa, who won presidential elections last November. Mr. Rajapaksa was the defense secretary during the final years of the war, and has appointed or promoted several officials accused of war crimes to important positions. Now, observers and**

diplomats fear Sri Lanka is slipping back into illiberal democracy. Since Mr. Rajapaksa became president, activists, journalists and opposition members have increasingly come under pressure from the government, which has harassed them through the courts and police investigations and used pro-government media outlets to hound anyone suspected of dissent. (...) **“Mr. Rajapaksa campaigned last year on a platform that dismissed all charges of war crimes and political killings by military personnel as politically motivated and promised to end the ongoing oversight by the U.N. Human Rights Council” to overlook accountability efforts**, said Alan Keenan, a senior consultant at the International Crisis Group. **Soon after his election, Mr. Rajapaksa appointed another retired general accused of war crimes, Maj. Gen. Kamal Gunaratne, as defense secretary. General Silva commanded the 58th division of the Sri Lankan Army during the final stages of the war, a unit the U.N. accuses of committing rights violations on a wide scale. Thousands of Tamils who surrendered to Mr. Silva’s division vanished without a trace.**» Quelle: New York Times, U.S. Bars Sri Lankan Army Chief Accused of War Crimes, 15. Februar 2020: [www.nytimes.com/2020/02/15/world/asia/sri-lanka-us-sanctions.html](http://www.nytimes.com/2020/02/15/world/asia/sri-lanka-us-sanctions.html).

SFH, 2019:

**«Nicht einmal zehn Tage nach der Wahl von Rajapaksa wurde eine Angestellte der Schweizer Botschaft in Colombo von Unbekannten entführt und anscheinend gezwungen, Informationen zur Ausreise von Silva und zu weiteren Asylsuchenden preiszugeben, die sich in der Schweiz befinden.»** Quelle: Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH), Keine Rückführungen nach Sri Lanka, 5. Dezember 2019: [www.fluechtlingshilfe.ch/news/archiv/2019/keine-rueckfuehrungen-nach-sri-lanka.html](http://www.fluechtlingshilfe.ch/news/archiv/2019/keine-rueckfuehrungen-nach-sri-lanka.html).

SFH, 2018:

Das unter der Leitung von Yasmeeen Sooka stehende International Truth and Justice Project (ITJP) hält in seinem Bericht vom Juli 2017 fest, dass Polizei und Militär 2016 und 2017 weiterhin tamilische Personen entführte, illegal gefangen hielt, folterte und vergewaltigte und schliesslich gegen Zahlung von Lösegeld freiließ. In sämtlichen der von ITJP dokumentierten Fälle waren die entführten und gefolterten Menschen während ihrer Gefangennahme weder im Rahmen des Prevention of Terrorism Act (PTA) noch irgendeines anderen Gesetzes verhaftet worden. (...)

**Systematische Entführungen und Folter, innerhalb der Befehlsstrukturen der staatlichen Sicherheitskräfte gebilligt.** Laut ITJP (Juli 2017) gibt es starke Indizien, dass die von ITJP dokumentierten Fälle von Entführungen und Folter systematisch erfolgen und innerhalb der Befehlsstrukturen der staatlichen Sicherheitskräfte gebilligt werden. **Die Entführungen und Folter sind nach Einschätzung des ITJP-Bericht (Juli 2017) nicht Aktionen von rangniederen «verdorbenen Äpfeln» («rotten apples») innerhalb der Sicherheitskräfte. So hätten Betroffene geschildert, dass hohe Offiziere in den Folterräumen anwesend waren. Nachdem die Misshandelten geflohen waren, seien ihre Familien von Geheimdienstmitarbeitenden überwacht worden, um ihr Schweigen sicherzustellen. Die Gefangenen wurden zudem in speziell gefertigten Zellen festgehalten und die Verhörräume waren mit Folterinstrumenten ausgestattet. Auch wurden die Fingerabdrücke der Opfer biometrisch mit Instrumenten erfasst, die nicht durch das organisierte Verbrechen genutzt würden. Ausserdem sei aufgrund von Zeugenaussagen darauf zu schliessen, dass bei den Verhören auf ein ausgeklügeltes Informationssystem zurückgegriffen werden**



**konnte, in welchem Informationen aus früheren Verhören gesammelt und für neue Verhör-Teams verfügbar war. Dies deutet auf einen hohen Grad zentraler Koordination und auf geheimdienstliches Datenmanagement hin.(...)**

Eine Kontaktperson des International Truth and Justice Projects (ITJP) gab der SFH am 13. Dezember 2017 Auskunft, dass das ITJP bis zu diesem Zeitpunkt **Zeugenaussagen zu 76 Fällen von Entführungen in den Jahren 2015 bis 2017 aufgenommen hätte**. Davon hätten sich rund 33 im Jahr 2015, 34 im Jahr 2016 und neun im Jahr 2017 ereignet. Die Mehrheit der Entführungen wurde laut Kontaktperson des International Truth and Justice Projects (ITJP) (13. Dezember 2017) im Vanni-Gebiet einschliesslich der Umgebung der Stadt Vavuniya dokumentiert.(...)

**Profile der Entführten und Gefolterten (ITJP-Fälle): Tamilische Ethnie, politische Aktivitäten, Rückkehr aus dem Ausland, Verbindungen zur LTTE, Zeugen von Kriegsverbrechen.** Bei den von ITJP dokumentierten Fällen handelt es sich ausschliesslich um tamilische Personen. Nach Angaben des Berichts von ITJP (Juli 2017) sei aufgrund der Zeugenaussagen der entführten und gefolterten Personen oft von mehreren, sich überlappenden Gründen auszugehen, weswegen tamilische Betroffene in den Fokus der sri-lankischen Sicherheitskräfte geraten seien. **Einerseits könne die Beteiligung an Gedenkveranstaltungen oder das Ausführen von rangniederer politischer Arbeit für lokale tamilische Parlamentsmitglieder eine Gefährdung zur Folge haben.** Dazu könne das Verteilen von Flugblättern oder Postern, das Sammeln von Unterschriften für Petitionen oder das Sammeln von Namen von verschwundenen Personen gehören (ITJP, Juli 2017). Frühere Berichte des ITJP wiesen ebenfalls auf ähnliche politische oder regierungskritische Tätigkeiten hin, die zu einer Gefährdung führen konnten (siehe SFH, 2016).

Weiter kann eine Rückkehr aus dem Ausland dazu beitragen, dass eine Person Gefahr läuft, entführt und gefoltert zu werden. **Eine relevante Anzahl der Betroffenen ist so nach aktuellem Bericht des ITJP (Juli 2017) nach der Rückkehr entführt und anschliessend zu Aktivitäten und tamilischen Personen im Ausland verhört worden.**

Schliesslich kann laut Bericht des ITJP (Juli 2017) **auch eine Verbindung zu den Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) dazu führen, dass Personen entführt und gefoltert werden.** So weisen Betroffene eine schwache Verbindung oder eine rangniedere Mitgliedschaft zur LTTE auf, ohne diese den Behörden zuvor angegeben und ohne eine «Rehabilitation» durchlaufen zu haben. In einigen Fällen bestehe die **Verbindung der entführten und gefolterten Personen lediglich darin, dass ein Familienmitglied Mitglied der LTTE war.** So seien unter den Betroffenen auch Nachkommen von ehemaligen LTTE-Kämpfer\_innen und selber zu jung, um LTTE-Kämpfer\_innen gewesen zu sein. Auch frühere Berichte von ITJP (siehe SFH, 2016) weisen darauf hin, dass direkte und indirekte Verbindungen zur LTTE Faktoren sind, die zu einer Gefährdung beitragen können. (...)

**Fokus der Verhöre auf Neugruppierung der LTTE, «Säuberungs-Operationen» gegen ehemalige LTTE-Mitglieder\_innen, ausländische Finanzierung der LTTE.** Die gegenüber ITJP bezugten Inhalte der Verhöre lassen ebenfalls darauf schliessen, dass eine Verbindung zur LTTE eine Gefährdung bedeuten kann. ITJP (Juli 2017) dokumentiert in seinem jüngsten Bericht, dass sich die in Gefangenschaft durch die Sicherheitskräfte durchgeführten Verhöre der 2016 und 2017 entführten und gefolterten Personen auf spezifische Themen rund um die LTTE fokussierten. Einerseits hätten sich die Fragen auf eine **mögliche Neugruppierung der LTTE und auf mögliche finanzielle und weitere Unterstützung aus dem Ausland konzentriert.** Zudem hätten die Verhörenden **Interesse an möglichen Verbindungen der Diaspora zu Protesten im Norden Sri Lankas gezeigt.** Schliesslich sei aufgrund von Zeugenaussagen davon auszugehen, dass die Sicherheitskräfte weiterhin in Säuberungs-Operationen gegen Personen engagiert sind, welche sie als Überbleibsel der LTTE betrachten. Ein

Hinweis darauf sei, dass bei Verhören laut Zeugenaussagen Fotografien an Wänden befestigt waren, auf welchen die Gesichter von ehemaligen LTTE-Kämpfer\_innen markiert und durchgestrichen waren. Insbesondere werde gegen Personen vorgegangen, welche verdeckt und ausserhalb des Vanni-Gebiets für die LTTE tätig gewesen waren. Nach Angaben des ITPJ-Berichts (Juli 2017) lag ein **weiterer Fokus der Verhöre auf finanziellen Unterstützungen durch die Diaspora für wohltätige Zwecke und der Annahme der Sicherheitskräfte, dass diese Mittel für die LTTE verwendet würden.** (...)

**Massive Folter und sexuelle Gewalt.** Im Bericht von ITPJ (Juli 2017) wird detailliert beschrieben, wie die Sicherheitskräfte die Entführten folterten: Falaka (Bastonade), Schläge (mit Schläuchen oder Stöcken), Auspeitschen, Treten, Schlagen, Verbrennen mit Zigaretten oder mit heissen Metallstangen, Erstickern mittels mit Benzin oder Chili behandelten Plastiksäcken, Untertauchen der Köpfe in Wasserbehälter, Fesseln und Anbinden an Stühlen und manchmal Traktieren mit Stromschlägen. Zusätzlich wurden männliche und weibliche Betroffene vergewaltigt und anderer Form sexueller Gewalt ausgesetzt. Die meisten Betroffenen wurden während Wochen oder Monaten mit diesen Methoden durch die Sicherheitskräfte gefoltert.» Quelle: Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH), Entführungen von tamilischen Personen mit LTTE-Verbindungen im Distrikt Jaffna und in der Nordprovinz, 12. Januar 2018, S. 1-2, 4-6: [www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/asien-pazifik/sri-lanka/180112-lka-entfuehrungen-jaffna.pdf](http://www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/asien-pazifik/sri-lanka/180112-lka-entfuehrungen-jaffna.pdf).

SFH, 2013:

**«Dokumentierte Überwachung und Einschüchterung von regierungskritischen Personen bei öffentlichen Auftritten im Ausland.** Es gibt eine Reihe von Hinweisen darüber, dass die sri-lankischen Behörden regierungskritische Aktivitäten im Ausland als Bedrohung wahrnehmen und überwachen. Offensichtlich wurde dies während des UNO-Menschenrechtsrats in Genf 2012: Dabei wurden sri-lankische Menschenrechtsvertreter durch sri-lankische Behörden überwacht. Sogar im Inneren des Gebäudes, in welchem die Menschenrechtskommission tagte, wurden die Aktivisten durch Regierungsvertreter fotografiert. In diesem Zusammenhang kam es auch zu verschiedenen Drohungen durch hochrangige Vertreter der Regierung. Ein weiterer prominenter Zwischenfall wurde im Juni 2013 dokumentiert: Die Menschenrechtsaktivistin Nimalka Fernando soll während einer öffentlichen Veranstaltung durch Botschaftspersonal in Tokio eingeschüchtert und belästigt worden sein. Während einer Vorlesung soll sie immer wieder durch Zwischenrufe unterbrochen und auch nach Beendigung ihrer Vorlesung verfolgt und belästigt worden sein.

**Sri-lankische Botschaften und Regierungsvertreter im Ausland sehr aktiv bei Überwachung der Diaspora.** Nach einem Bericht der International Crisis Group (ICG) waren seit Amtsantritt des sri-lankischen Präsidenten Mahinda Rajapaksa Botschaften und Konsulate aktiver denn je, um LTTE-Propaganda im Ausland entgegen zu wirken. Demnach berichten Botschafts- und Konsulatspersonal in Zusammenarbeit mit singhalesischen Diasporagruppen über vermeintliche Sympathisanten und Pro-LTTE-Organisationen im Ausland. Die gesammelten Informationen werden laut des Berichts auch dazu benutzt, in Sri Lanka lebende Verwandte von Diaspora-Mitgliedern zu identifizieren und zu belästigen. In einem Interview bestätigt der sri-lankische Verteidigungsminister Gotabaya Rajapaksa, dass die sri-lankischen Behörden die militärischen Geheimdienstaktivitäten verstärkt hätten. Gemäss Informationen des Immigration and Refugee Board of Canada (IRB) habe Sri Lanka in Schlüsselstaaten Agenten vor Ort, welche die exilpolitischen Aktivitäten von Personen überwachen. Nach den



Informationen des IRB sammelten sri-lankische Behörden auch Informationen über singhalesische Personen, welche sich im Ausland aufhalten. Eine Mitarbeiterin von HRW bestätigt, dass das Sammeln von Informationen seit dem Bürgerkrieg noch effektiver geworden sei, da frühere hochrangige LTTE-Mitglieder mit den Behörden kooperieren. Die Behörden verfügten sowohl in Sri Lanka als auch im Ausland über gute Informationen über Kadermitglieder und Unterstützer der LTTE. Gemäss David Rampton, einem anerkannten britischen Experten für Sri Lanka, überwache die sri-lankische Regierung die tamilische Diaspora in Europa und in anderen westlichen Ländern, um ein Aufkeimen der LTTE oder einer anderen nationalistischen tamilischen Bewegung zu verhindern. Abgewiesene Asylsuchende würden aus Sicht der sri-lankischen Regierung eine potentielle Sicherheitsgefahr für Sri Lanka und die Gesellschaft darstellen. Sympathisierende des tamilischen Nationalismus seien im Fokus von sri-lankischen Sicherheits- und Geheimdiensten. Überwachungstätigkeiten der sri-lankischen Behörden im Ausland wurden unter anderem von einer tamilischen NGO dokumentiert: So wurden im Februar 2011 Teilnehmerinnen und Teilnehmer einer Demonstration in London durch sri-lankisches Botschaftspersonal fotografiert.

**Überwachung der Diaspora und regierungskritischer Anlässe auch in der Schweiz.** Es gibt Hinweise, dass die sri-lankischen Behörden auch in der Schweiz exilpolitische Aktivitäten überwachen. Gemäss verschiedener Quellen werden Personen in der Schweiz bei der Teilnahme an regierungskritischen Anlässen wie zum Beispiel Filmpodien oder Kundgebungen regelmässig durch sri-lankische Botschaftsangehörige überwacht: So wurden zum Beispiel Teilnehmende am 10. November 2011 an einer durch die Gesellschaft für bedrohte Völker organisierten öffentlichen Vorführung des Channel 4 Films «Sri Lanka's Killing Fields» von Botschaftspersonal fotografiert und gefilmt. Gemäss Aussagen des früheren Chefs der Tamil Tigers Schweiz, habe die sri-lankische Regierung Agenten in der Schweiz. Diese würden Demonstranten fotografieren und Informationen über aktive LTTE-Anhänger an die sri-lankischen Behörden weiterleiten.

**Während Verhören werden Fotos und Videos exilpolitischer Aktivitäten eingesetzt, um Geständnisse zu entlocken.** Während Verhören von tamilischen Rückkehrenden in Sri Lanka wurden Fotos und Videos von Demonstrationen gezeigt, bei welchen die betroffenen Personen sich selber identifizieren mussten oder von Ihnen verlangt wurde, andere Personen darauf zu identifizieren. Es gibt zudem Hinweise, dass während Verhören auch im Internet veröffentlichte Fotos benutzt wurden. (...)

**Vermutete und tatsächliche Spendensammler sowie weitere Unterstützer.** Gemäss UNHCR seien Personen gefährdet, die für die LTTE Spenden sammeln und Propaganda betreiben. Auch der Kontakt zu sri-lankischen Diaspora-Gruppen, die für die LTTE Spenden sammeln oder andere Arten von Unterstützung leisteten, führt gemäss UNHCR zur Gefährdung. In den von FFT dokumentierten Fällen von Rückkehrenden, welche bei der Ankunft oder kurz darauf von sri-lankischen Behörden festgenommen und gefoltert wurden, sind viele Personen, welche über Spendensammelaktionen der LTTE oder die Mitwirkungen an solchen oder ähnlichen Arten von Arbeit für die LTTE befragt wurden.»

Quelle: Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH), Sri Lanka, Gefährdung aufgrund exilpolitischer Aktivitäten, 13. August 2013, S. 4-6, 9: [www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/asien-pazifik/sri-lanka/sri-lanka-gefaehrung-auf-grund-exilpolitischer-aktivitaeten.pdf](http://www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/asien-pazifik/sri-lanka/sri-lanka-gefaehrung-auf-grund-exilpolitischer-aktivitaeten.pdf).

Sri Lanka Brief, 2019:

«*During the court case the job description of a Sri Lankan defence attache was read out in court.*

*The job entails “monitoring any anti-Sri Lanka activities in the UK” and reporting to the ministry of defence, intelligence agencies, amongst others, as well as “monitoring any LTTE activities in the UK and devising appropriate plan with the coordination of intelligence agencies in Sri Lanka to counter it.”*

See in full below:

Job Description

**Brigadier A.P.I Fernando**  
Minister Counsellor, Defence

Reporting to H.E. The High Commissioner

1. Monitoring any anti-Sri Lanka activities in the UK and reporting to the High Commissioner and through the High Commissioner to the Secretary, Ministry of Defence; Secretary, Ministry of Foreign Affairs; Intelligent Agencies in Sri Lanka and other relevant authorities.
2. Monitoring any LTTE activities in the UK and devising appropriate plan with the coordination of intelligence agencies in Sri Lanka to counter it.
3. Bring to notice to the High Commissioner, in advance, if any anti government protests which are to be organized, then plan and execute appropriate strategies to counter it, after consulting with the High Commissioner.
4. Establish contacts with appropriate defence and intelligent agencies in the UK and maintain cordial relation with them for the benefit of Sri Lanka

*A private prosecution was brought against the Sri Lankan soldier who was filmed motioning a death threat to Tamils in London last year, running his finger across his neck whilst dressed in full military uniform. He was attending a celebration at the Sri Lankan High Commission in the UK to mark ‘Independence Day’ at the time, whilst British Tamils held a demonstration outside with placards and Tamil Eelam flags. Sri Lankan officials were also seen photographing the protestors in an apparent act of intimidation.*

*The brigadier was tried in absence and found guilty of violating sections 5 and 4A of the Public Order Act, with the court stating that his actions were threatening, caused harassment, and that he intended them to be so.»* Quelle: Sri Lanka Brief, Judge Says Brigadier Priyanka Fernando’s Death Threats not Covered by Diplomatic Immunity, 2. März 2019: <https://srilankabrief.org/2019/03/judge-says-brigadier-priyanka-fernandos-death-threats-not-covered-by-diplomatic-immunity/>.

UK Home Office, 2020:

«*Several sources acknowledged that they were aware or believed that there was some monitoring of the diaspora by the Sri Lankan authorities. Journalist 1 stated that this was common practice as the government and military are fearful of an uprising and so place officers amongst protestors in the UK to monitor them. Journalist 2 was aware of protestors having their photos taken by those inside the Sri Lankan High Commission. The representative from the northern province community stated that activists were*

**probably monitored, and he had heard reports of members of the diaspora facing intimidation when they return to Sri Lanka** although he noted this was not the case for everyone and was more likely to be prominent activists. The same source did also note that members of UK/US Tamil groups and Global Tamil Forum (GTF) members have been able to come and go within Sri Lanka and travel to the north to cover the war heroes' event and have faced no problems. He went on to note that there may be a degree of self-censorship amongst active diaspora groups and some may not feel comfortable returning. Although he stated that some diaspora groups do what they do to raise their asylum profile.

5.2.3 IOM stated that persons involved in protests abroad are of no interest as demonstrating abroad is not an offence although if links can be found to banned organisations then it may increase the risk on return.

5.2.4 **Monitoring on return to Sri Lanka is also a possibility if you are deemed to have done something against the government and monitoring of social media also occurs. A human rights activist and Journalist 1 both mentioned that former cadres and others employed by the authorities monitor protests and communities in the north and east.** Journalist 1 also stated that in Jaffna many media organisations were penetrated by excadres, paid by the military and that during the war, journalists in league with the government were placed in countries abroad to monitor activities (...)

Human Rights Activist, 30 September 2019, Q. Are Tamils still arrested and detained?

There is interest from the security forces to look for former LTTE members. The source cited a woman [human rights defender who was summoned to the TID today (30th September 2019).

**The SF use intimidation tactics against activists, e.g. those representing families of the disappeared. There is a fear that something more could happen.** Former LTTE cadres have been summoned, too. Some with an activist profile, but not all. In the last year an activist from the East attended a human rights conference in the North and was arrested and beaten. Some random Tamils are subject to intimidation.

(...) Human Rights Commission (HRC) 1 October 2019 Q. Are former LTTE members still of interest/arrested?

**The HRC thought monitoring continued.** A judicial medical officer was arrested for allegedly attempting to organise violent activities. A case was registered against him and there were reports of explosives being found under bridges in the North. This must be viewed in the political context; it happened just before elections. HRC are cautious when conducting investigations – you have to read between the lines. Freedom of speech and association has opened up since October 2015. **However, complaints from the North and East are still received. For example, when families meet to discuss the disappeared, or when human rights defenders meet, intelligence officers appear at these meetings.** “

(...) Tamil National Alliance (TNA), 1 October 2019

(...) **Tamils who were involved in military conflict often know of other Tamils who were involved in the conflict and have disappeared then they have a genuine fear.**» Quelle:

UK Home Office, Report of a Home Office fact-finding mission to Sri Lanka; Conducted between 28 September and 5 October 2019, 20 January 2020, S. 19-20; 36, 40, 43, 46: [www.ecoi.net/en/file/local/2023055/Sri\\_Lanka\\_FFM\\_report\\_2020.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2023055/Sri_Lanka_FFM_report_2020.pdf).

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) est l'association faitière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur le Sri Lanka ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérants d'asile sous [www.osar.ch/pays-dorigine](http://www.osar.ch/pays-dorigine).

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous [www.osar.ch/newsletter](http://www.osar.ch/newsletter).